

Un billet que j'ai publié le 15 mars 2009, à mettre en perspective avec le billet du 28 février 2016.

Le président de la République a annoncé le 11 mars à l'école militaire que le sommet du 60e anniversaire du traité de l'Atlantique Nord à Strasbourg et Kehl du 3 au 5 avril 2009, conclura le processus de rénovation de la relation de la France avec l'OTAN. Il s'agit d'une vraie rupture et de la fin d'une hypocrisie maintenue par notre classe politique.

Les faits

L'Alliance atlantique compte vingt-six membres, dont vingt et un sont membres de l'Union européenne. Cette alliance est bien européenne. L'Otan prend ses décisions à l'unanimité. L'opposition d'un seul de ses membres interdit son engagement. Les documents produits pour l'emploi des forces sont aussi soumis au consensus.

Les structures de l'OTAN comprennent onze quartiers généraux permanents répartis dans neuf pays et dirigés par une centaine de généraux et d'amiraux dont les grades s'échelonnent d'une à quatre étoiles (en France de deux à cinq). Les postes sont alloués en fonction de critères qui prennent en compte la contribution de chaque allié au budget militaire de l'Alliance, son rôle dans les opérations (avec un bonus pour les plus difficiles comme l'Afghanistan), sa participation aux forces nucléaires de l'OTAN et la part qu'il représente dans les quelque 15 000 officiers et sous-officiers affectés au personnel des quartiers généraux.

A l'heure actuelle, les Etats-Unis détiennent trois des quatre postes quatre-étoiles (cinq-étoiles en France) de l'Alliance, dont les deux postes de « commandant suprême » (ACT et ACO). L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie fournissent à eux trois quelque 4 200 officiers et sous-officiers au personnel des quartiers généraux (soit près de deux fois plus que les Américains).

La France est l'un des principaux contributeurs en hommes à ses opérations (Bosnie, Kosovo et Afghanistan) et en financement comme 4^e contributeur budgétaire. Elle est dans 36 [comités](#) sur 38. La France ne détient cependant depuis 2004 que deux généraux de brigade et fournit à peine 1% du personnel des quartiers généraux de l'OTAN.

Les réticences

Reconnaissons que la classe politique française abritée derrière la statue du Commandeur, le général de Gaulle dont tout le monde aujourd'hui se réclame, a dissimulé la vérité à l'opinion publique française pendant des années. Faire croire à une exception française et à son indépendance était le dogme valorisant la position de la France au sein de l'opinion publique française et flattait notre ego.

Une nouvelle justification de ne pas rejoindre l'OTAN s'est aussi découverte avec la volonté de créer une défense européenne à laquelle seule la France croyait par ses élites qui voyaient là sans doute l'un des rares sujets de consensus et de satisfaction sur la construction européenne et ce toujours à l'égard de sa propre opinion publique. En effet, aucune autre nation européenne ne fait confiance à une défense européenne autonome. Toutes ou presque veulent préserver le lien transatlantique, garant des prises de décision et non d'une indécision

permanente.

Rappelons aussi que l'objectif capacitaire initial fixé en 1999 à Helsinki pour l'Union européenne de constituer une force de réaction rapide européenne de 50 000 à 60 000 hommes en soixante jours et pour une durée d'au moins un an, n'a pas été atteint. L'effort de défense moyen des Etats membres plafonne entre 1,07 et 1,31 % du PIB européen selon les sources. Parmi les grands pays, seule la Grande-Bretagne atteint le seuil des 2%. Même la France n'est qu'à 1,7%.

Quant à un soi-disant alignement sur les Etats-Unis comme l'évoque M. de Villiers et d'autres, n'est-ce pas encore une vision du passé, une absence de pragmatisme devant la réalité du monde, sinon une incapacité à s'adapter loin du confort intellectuel entretenu par notre intelligentsia ? Il est vrai en revanche que l'avancement d'une défense européenne peut être plus difficile mais qui croit encore, sauf en France, que la défense européenne pourrait être assurée autrement que par l'OTAN ?

Cette décision du président de la République marque donc le retour à la réalité et à la rupture aussi avec cette classe politique de droite comme de gauche, éduquée dans nos grandes écoles contre l'OTAN et par extension contre les Etats-Unis. Il suffit de lire le décalage de ces élites à travers la presse depuis quinze jours. Les anciens premiers ministres, Alain Juppé et Dominique de Villepin, l'UMP, le PS dans ses différents courants (bien qu'en son temps, François Mitterrand alors dans l'opposition déclarait que la sortie de l'OTAN trahissait une « volonté d'isolement fondée sur l'idée que le nationalisme est la vérité de notre temps ») ont exprimé leur désaccord dans une grande unanimité...

Cela déplaît à notre intelligentsia bien-pensante, le plus souvent parisienne, qui craint la création d'un bloc occidental, éduquée dans l'illusion de l'universalité de nos valeurs. C'est ainsi Ségolène Royal qui déclare que « *la France envoie un signal de repli sur la sphère occidentale* ». L'OTAN « *apparaît désormais comme le bras armé de l'Occident dans le monde, sans avoir la légitimité dont bénéficierait une alliance à vocation universelle* ».

D'autres estiment que cette position brouille son image dans de nombreuses régions du monde. Pourtant la mauvaise perception de l'Occident, de la France aussi, dépasse le seul cadre de l'OTAN et est à comprendre dans le cadre du choc des civilisations de ceux qui rejettent l'Occident. Conçue pour défendre l'Europe, elle continue sa mission contre ceux qui ne nous aiment pas et qui sont désormais loin de nos frontières mais existent bel et bien. Il est temps de revenir sur terre ! En outre, rejoindre l'OTAN ne signifie pas faire la guerre aux autres civilisations mais assurer une position internationale et une défense commune en fonction de nos valeurs. Il était sans aucun doute temps que cela soit réalisé et affirmé ouvertement.

Avec son retour dans le commandement intégré de l'OTAN, cette rupture s'affiche aussi vis-à-vis de la communauté militaire (dont beaucoup d'officiers jouaient la carte de l'Europe plutôt que celle de l'OTAN ; jusqu'à présent il n'était pas porteur d'être « otanien ») avec une nouvelle place dans une alliance forte par sa capacité à agir, à créer l'interopérabilité entre les armées occidentales (même s'il y a la Turquie).

Au lieu d'enfermer les militaires dans une peau de chagrin qui paraissait inéluctable, les états-

majors et les forces armées seront redéployés pour mieux répondre aux besoins stratégiques par la prise de fonction de près de 900 cadres au sein des états-majors de l'OTAN. C'est aussi l'attribution de postes importants malgré ce qu'ont écrit un ancien ministre des affaires étrangères, M. Védrine, ou M. de Villiers, le commandement de l'ACT à Norfolk, un des quatre postes « cinq étoiles » de l'OTAN, n'est pas de moyenne importance. C'est bien méconnaître l'OTAN.

Pour conclure

Cette rupture pragmatique de N. Sarkozy est donc une bonne décision même si l'on peut s'étonner qu'il s'affranchisse des résultats du débat parlementaire prévu le mardi 17 mars 2016 (Il n'est pas facile de se plier aux réformes constitutionnelles que l'on a soi-même soutenu). Il paraît clair que cette décision est en phase avec l'opinion publique. Les sondages l'ont sans aucun doute aidé à prendre cette décision. Les rares sondages publics affichent que 52% de Français (Le Nouvel Observateur, enquête du 6 et 7 mars) sont favorables à ce retour contre 27 %.

Selon une autre enquête IFOP-Paris Match du jeudi 11 mars, une majorité (58 %) de Français se prononce en faveur du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, 37% contre.

On pourrait certes les confronter aux sondages multiples sur la volonté de l'opinion publique à vouloir une défense européenne comme nous en avons souvent été abreuvés. Les chercheurs sauront mieux comprendre cette apparente contradiction ».